

Jean-Baptiste André Godin à monsieur Bertrand, 9 mars 1864

Auteur·e : [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

2 Fichier(s)

Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à monsieur Bertrand, 9 mars 1864, 1864-03-09

Équipe du projet FamiliLettres (Familistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

Consulté le 09/08/2025 sur la plate-forme EMAN :
<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/43078>

Informations sur le document source

CoteFG 15 (7)

Collation2 p. (126r, 127v)

Nature du documentCopie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservationBibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

Informations sur l'édition numérique

ÉditeurÉquipe du projet FamiliLettres (Familistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)
DroitsFamilistère de Guise et Bibliothèque centrale du CNAM ; projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle). Licence Creative Commons Attribution - Partage à l'Identique 3.0 (CC BY-SA 3.0 FR).

Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [9 mars 1864](#)

Lieu de rédaction [Guise \(Aisne\)](#)

Destinataire [Bertrand \[Charleville\]](#)

Lieu de destination Charleville-Mézières (Ardennes)

Description

Résumé Sur le procès en contrefaçon opposant Corneau frères à Godin. Godin informe Bertrand que Dureteste se fait remplacer pour raison de santé par Vesseron pour plaider dans le procès, même si Godin aurait préféré choisir à Sedan l'avocat Philippoteaux. Godin discute la procédure, fait valoir que le tribunal correctionnel ne peut pas décider d'une expertise du calorifère Haunet avant de se prononcer sur la nullité d'un certificat d'addition qui sert de base à l'accusation et il présente son argumentation en faveur de cette nullité.

Mots-clés

[Appareils de chauffage](#), [Brevets d'invention](#), [Consultation juridique](#), [Fonderies et manufactures "Godin"](#), [Santé](#)

Personnes citées

- [Corneau frères](#)
- [Dureteste \[monsieur\]](#)
- [Haunet, Émile](#)
- [Phillipoteaux \[monsieur\]](#)
- [Vesseron \[monsieur\]](#)

Lieux cités [Sedan \(Ardennes\)](#)

Notice créée par [Équipe du projet FamiliLettres](#) Notice créée le 15/09/2022

Dernière modification le 26/04/2023

Guise le 7 mars 1666

Monsieur Bertrand

Dès que votre lettre du 27 meublé par
une de ces duretés m'avez donné des nouvelles de
ce dant que lesquelles il me fait craindre
à pourvoir de livrer à la suite de mon
affaire il me propose à ce faire dépitue
par ces vellues je lui ai répondu que
sans une circonstance semblable en prenant
un avocat à ce que j'avois prémis quelques
obligations de madame à cette Céleste personne
mais en raison de ce qui est déjà fait
les soins de mon affaire devront justement
à gagner à celle aux mains de ces vellues
dont j'espere fort bien réussir
partie aux besoins de mon affaire et
ce que j'ignore n'ayant pas l'honneur de
le vous raconter.

ma lettre a surtout pour but aujouedans
de préparer votre attention sur un point.
Sous me dites que pour le cas ou le
sursis me devrait pas prononcer le tribunal
de police correctionnelle ordonnerait une enquête
pour établir si le certificat paient est bon
ou non conforme au certificat que
de contrefaçon. il me semble ici que
la question devra de son véritable sens
le tribunal ne pourroit faire autre chose
qui ordonne l'enquête sans avis statut.

sur la suffisance du certificat d'addition qui
 soit surtout de base à la demande ou contrepla-
 ce auquel il se fait faire pourtant ~~en vertu de~~
 tous les brevets envois par M. le Procureur
 le tribunal ne peut de refuser dans mariage
 à une juste interprétation de la loi
 et des faits, a statuer sur la validité
 des brevets d'addition des officiers et il
 faut que mon avocat ait le point de vue
 de l'importance qui y a à ce que la
 loi soit soigneusement appliquée sur ce point
 par les juges, je dis il n'y a pas similitude
 entre mon avocat et M. le Procureur mais
 il me semble il n'y a que ce que n'a pas
 un motif pour que les causes de nullité
 du certificat d'addition ne devrait pas empêcher
 leur application toutefois il faut que
 les cas de nullité soient jugés par le
 tribunal de police comme il se peut et de
 refuser à la laisser à la juridiction civile
 le tribunal ne peut faire statuer dans
 une cause de nullité si il n'y a pas de
 brevet valable si il n'y a pas d'objet
 breveté. Donc la validité du certificat d'addition
 que son négociant doit être examiné avant
 toute chose il me semble que le tribunal
 ne peut se refuser à cela sans faire une
 fausse application de la loi

les brevets haussent de 14 % vous satis-
 ferez donc en communication de ces
 vues de votre honneur que ce que je
 vous ai tenu est comme il faut de nos brevets